

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Rendre la France plus sportive : 3 millions de pratiquants supplémentaires d'ici 2024

Réussir les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris

Réformer le modèle sportif français pour le rendre plus performant et plus proche des besoins des Français

Mettre l'athlète et son entraîneur au cœur de nos préoccupations

Rendre le sport plus accessible pour tous et notamment les personnes en situation de handicap

Simplifier la vie des associations et des clubs sportifs

Renforcer la sécurité des pratiques et des pratiquants

Faire rayonner la France par le sport

Les actions en quelques mots

Garantir l'héritage des Jeux de Paris 2024

Transformer le modèle de gouvernance du sport

Renforcer l'éthique dans le sport : lutte contre le dopage, contre la manipulation des compétitions sportives, les violences dans le sport, contre le racisme, l'homophobie et l'ensemble des discriminations

Développer l'économie et l'innovation du sport afin que la place du sport dans l'économie passe de 1,8 à 2% du PIB

Mettre en œuvre les stratégies nationales Sport Santé et Sport handicap

Lutter contre les noyades

Développer le sport pour tous et le sport dans la société en favorisant le sport en entreprise et le sport à l'école

RENDRE LA FRANCE PLUS SPORTIVE

3 millions de pratiquants supplémentaires d'ici 2024

Plus de sport à l'école : expérimentation « école le matin, sport l'après-midi » avec l'Education Nationale et déploiement du label Génération 2024

Plus de sport en entreprise : développement des conciergeries sportives

Labellisation des Maisons Sport-Santé pour favoriser la reprise d'une activité physique adaptée et lutter contre la sédentarité

100 Maisons Sport-Santé seront créées d'ici fin 2019

Objectif : 500 en 2024

+ de 1 000 établissements scolaires labellisés Génération 2024

Objectif : 10 000 en 2024

500 athlètes médaillables

olympiques et paralympiques

20 millions d'€ investis pour la recherche

sur la haute performance sportive

70 millions d'€ investis pour des équipements sportifs

identifiés comme sites d'entraînement des Jeux, qui seront laissés en héritage aux Français

RÉUSSIR LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS

Une nouvelle gouvernance du sport qui donne plus d'autonomie et de responsabilités aux fédérations sportives pour favoriser la haute performance et le développement du sport

La création de la cellule « Performance 2024 » au sein de l'Agence nationale du Sport pour accompagner 500 athlètes médaillables

Un plan de recherche pour la haute performance sportive

La création et la rénovation d'équipements sportifs financés par l'Etat au travers de la SOLIDEO

RÉFORMER LE MODÈLE SPORTIF FRANÇAIS POUR LE RENDRE PLUS PERFORMANT ET PLUS PROCHE DES BESOINS DES FRANÇAIS

Lancement le 24 avril de l'Agence nationale du Sport : une structure dont la gouvernance est partagée entre l'Etat, les collectivités territoriales, le mouvement sportif et le monde économique. Elle permet de mettre en œuvre les politiques sportives au plus près des besoins des athlètes et des citoyens

Création des Parlements du sport et des conférences des financeurs sur les territoires

Les mesures concrètes

3 000 € mensuels garantis

pour les athlètes médaillables

METTRE L'ATHLÈTE ET SON ENTRAINEUR AU CŒUR DE NOS PRÉOCCUPATIONS

Un guichet unique de l'athlète au sein de l'Agence nationale du Sport

Des bourses pour garantir aux athlètes médaillables un revenu décent

Des mesures pour favoriser l'intégration des athlètes dans le monde professionnel (Pacte de Performance, CIP etc)

RENDRE LE SPORT PLUS ACCESSIBLE POUR TOUS ET NOTAMMENT LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Mise en ligne du handi guide numérique qui cartographie l'offre de sport para et sport adapté en France

Création d'une licence sociale pour favoriser l'accès au sport pour les enfants des familles les plus fragiles, notamment monoparentales

Intégration de l'activité physique adaptée dans le parcours de soin des femmes atteintes du cancer du sein

5 000 emplois sportifs financés

par l'Agence nationale du Sport dans les associations

1 million d'€

pour financer la structuration des groupements d'employeurs

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES PRATIQUES ET DES PRATIQUANTS

Lancement du plan Aisance Aquatique en réponse aux carences de l'apprentissage de la natation en France et pour lutter contre les noyades : des apprentissages adaptés et plus précoces, des équipements adaptés et une meilleure articulation entre les temps scolaires, périscolaire et extrascolaire

Le Plan « Savoir Rouler à Vélo » : une formation encadrée de 10 heures destinée aux enfants de 6 à 11 ans pour leur apprendre à faire du vélo en toute sécurité

Protéger les publics : expérimentation du contrôle de l'honorabilité des bénévoles dans les associations sportives et Tour de France des CREPS par l'association Colosse aux Pieds d'Argile pour sensibiliser aux risques de violences sexuelles

Lutter contre la radicalisation dans le sport

Renforcement du dispositif de prévention et de lutte contre le dopage : transposition du code mondial anti-dopage dans le droit français, le nouveau laboratoire de l'Agence Française de Lutte Contre le Dopage

+ de 60 grands événements sportifs en France

d'ici 2024

Jusqu'à 40 millions d'€

pour le concours innovation

SIMPLIFIER LA VIE DES ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS

Bientôt, mise en place d'un guichet unique de demandes de subvention par territoire grâce aux conférences des financeurs de l'Agence nationale du Sport

Lancement du fonds de dotation des groupements d'employeurs sportifs

Inscription du sport dans les contrats de ville permettant aux associations sportives œuvrant pour l'inclusion d'obtenir des financements publics

Financement des associations d'éducation et d'inclusion sociale par le sport via l'Agence nationale du Sport

Lancement du guide société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) par le Ministère des Sports

6 tutoriels

pour apprendre les bases du savoir flotter à ses enfants

14 millions d'€

pour financer des bassins d'apprentissage de la natation

1 200 lieux pour apprendre à rouler

en vélo sur la route

12 millions d'€

pour lutter contre le dopage

FAIRE RAYONNER LA FRANCE PAR LE SPORT

La France, terre d'accueil des Grands Événements Sportifs Internationaux comme la Coupe du Monde féminine de football 2019, l'EuroVolley 2019, la Coupe du Monde de Rugby 2023 ou Paris 2024

Sport à l'export : création du groupement d'intérêt économique « Choose Sport France »

Concours innovation pour le développement du sport par un appel à projets du Plan d'Investissements Avenir ouvert aux TPE et PME françaises

Organisation d'un « hackaton » sur le thème de la « Blockchain », c'est-à-dire de mettre cette technologie, qui permet de diffuser de l'information (données) de manière transparente et traçable, au service du développement de la pratique sportive

À retenir sur les 12 derniers mois

Une loi Olympique promulguée en mars 2018, pour assurer les engagements pris dans le dossier de candidature pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

2019, le rendez-vous de l'Héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 : un équilibre pour assurer la haute performance et le développement du sport pour tous les Français

Création de l'Agence nationale du Sport, compétente pour la haute performance et le développement du sport

Programme de bourses pour les sportifs médaillables afin qu'ils s'entraînent en toute sérénité

Lutte contre les discriminations et l'homophobie dans le sport

Programme prioritaire de recherche pour soutenir la performance sportive

Plan « Aisance Aquatique » pour lutter contre les noyades

100 maisons sport-santé

Plan « Savoir Rouler à Vélo »

Soutien aux équipements sportifs ultra-marins : 54 millions d'euros investis par les ministères des sports et de l'outre-mer

L'impact du grand débat sur notre action

Le grand débat a confirmé le bien-fondé de l'Agence du Sport (AnS). Elle met en place un processus de gouvernement ouvert dans le sport : établissement de stratégies partagées avec les principales parties prenantes et les principaux financeurs. L'agence déconcentre les décisions au plus près du terrain avec les acteurs locaux, légitimes pour décider selon les besoins de leurs territoires

Le grand débat a fait émerger un besoin de plus de concertation : des débats seront organisés dans chaque région sur les enjeux, les attentes et les réalités du sport en France pour faciliter les remontées des acteurs des territoires

Le grand débat a confirmé la nécessité de prioriser notre intervention en faveur des publics les plus éloignés de la pratique sportive : accélération du lancement du chantier sur une licence sociale au bénéfice des plus fragiles

Les priorités pour 2019

Une gouvernance partagée du sport dans tous les territoires

Des projets sportifs territoriaux qui vont jusqu'aux associations locales

Le sport à des fins d'inclusion sociale dans les territoires carencés et vers les publics fragiles